

Mondialisation et diversité des sociétés

Pierre Jacquet
Cercle des économistes

Le titre même de cette session, « globalisation et diversité des sociétés » souligne une potentielle contradiction entre les deux termes « globalisation » et « diversité ». La mondialisation est-elle vouée à laminer les diversités par la diffusion d'une culture dominante, la généralisation de « bonnes politiques », le rapprochement des modes de consommation ou la convergence des modèles politiques et sociaux ? Ou, inversement, les différences culturelles vont-elles bloquer l'expansion de la mondialisation et alimenter tensions et fragmentations, donnant raison à Samuel Huntington, prophète du « Clash des civilisations » ? La relation entre mondialisation et diversité des sociétés est plus complexe que ne le suggèrent ces deux visions, d'autant plus que les traits culturels ne sont pas donnés, évoluent dans le temps au contact d'autres cultures, et que la diversité n'a pas vocation à être figée. Dans cette brève introduction, nous revenons d'abord sur cette relation, avant de discuter de la convergence des modèles sociaux.

Vers la « reconnaissance mutuelle » des diversités

La mondialisation expose les différentes sociétés les unes aux autres. C'est le principe même de l'interdépendance, génératrice à la fois de tensions et de coopérations. Tout l'enjeu de la « gouvernance de la mondialisation », c'est-à-dire de l'ensemble des institutions, règles et pratiques qui ordonnent l'action collective entre les différents pays, consiste à gérer au mieux cette relation dialectique, de façon à ce que l'interaction soit source d'enrichissement, à la fois humain et matériel, et que les inévitables tensions ne se transforment pas en conflits mal contenus.

Les économistes sont en général mal équipés pour prendre en compte la diversité. A la différence par exemple des anthropologues, ils recherchent, identifient et estiment des lois et des résultats généralisables. Le cas particulier les intéresse parce qu'il est susceptible d'éclairer et de qualifier la généralité. Un tel programme rencontre évidemment des limites dès lors qu'il s'agit de formuler des recommandations de politique économique. La tentation est alors grande de préconiser la mise en place de politiques qui ont obtenu des résultats ailleurs, ou qui prennent en compte les réponses apportées par les pays les plus étudiés, c'est-à-dire les pays industrialisés, aux problèmes qu'ils ont rencontrés et dont la hiérarchie dépend du stade de leur développement. L'exemple le plus récent est le « consensus de Washington », qui préconisait la stabilité macroéconomique, le retrait de l'Etat et la libéralisation des marchés. Il a occasionné de nombreux dégâts et a été de ce fait largement abandonné¹. Notre compréhension des effets des politiques économiques et des déterminants de la croissance reste encore limitée et les certitudes trop simplement acquises ne résistent pas souvent au test de l'expérience. Tout cela suggère que nos conseils manquent souvent de la plus élémentaire modestie, et que la prise en compte de la diversité des situations et des comportements dans l'élaboration des politiques économiques reste un sujet entier.

Une première approche consiste à comprendre que conseils et pratiques nouvelles ne se calquent pas depuis l'extérieur mais doivent être reformulés dans des contextes politiques et sociaux idiosyncrasiques. C'est la démarche dite « d'appropriation », devenue un mot d'ordre et une priorité. Cependant, cette démarche suppose en quelque sorte le problème résolu, puisqu'elle ne traite pas la raison pour laquelle, précisément, les conseils et pratiques concernés n'étaient pas à l'œuvre initialement. Par ailleurs, cette approche reconnaît, certes,

¹ Voir par exemple Dani Rodrik , « Goodbye Washington Consensus, Hello Washington Confusion ? », Harvard University, Janvier 2006.

que les solutions doivent être locales, mais elle continue à en préconiser les composantes. Au-delà, on est amené à un certain relativisme : il est plus facile d'identifier les « mauvaises » politiques que les « bonnes », chaque cas est sui generis. On est passé d'un monde de certitudes (la « fin de l'histoire ») où la « coordination des politiques économiques », fondée sur des principes communs, était censée gérer l'interdépendance économique internationale, à un monde dans lequel, d'une part, il y a des problèmes communs nécessitant une action collective mondiale (lutte contre le réchauffement climatique ou protection de la biodiversité, par exemple) ; et dans lequel, d'autre part, on retrouve la spécificité locale des problèmes et des solutions. Les institutions mises en place après la seconde guerre mondiale paraissent bien peu adaptées à cette nouvelle situation. Autrement dit, l'illusion de solutions globales fait place au réalisme du sur-mesure, mais ce dernier ne résout pas les problèmes globaux.

La théorie économique accorde au demeurant une valeur certaine à la diversité. La théorie du commerce international, dans ses modèles de base, enseigne par exemple que c'est de la diversité que naissent les gains du commerce, dans les techniques, les préférences des consommateurs ou les dotations en facteurs de production. Dans les modèles canoniques du commerce international, ceux de l'avantage comparatif à *la Ricardo* ou à *la Heckscher-Ohlin*, l'intérêt du commerce provient précisément de la non-similitude des caractéristiques techniques entre secteurs de production, ou de la rareté relative des dotations en facteurs de production (capital et travail). L'ambivalence apparaît néanmoins, notamment dans l'approche par les dotations factorielles, par la nécessité de gérer les implications du commerce en matière de répartition des revenus : la diversité des situations allège la contrainte de rareté et nuit donc à la rémunération relative du facteur de production le plus rare, l'exemple le plus actuel étant la pression du commerce avec la Chine sur la rémunération du travail non qualifié ou sur le chômage des travailleurs non qualifiés dans les pays industrialisés.

Dans les modèles plus récents, fondés sur la concurrence imparfaite, certaines explications des avantages du commerce reposent aussi sur les goûts des consommateurs pour la diversité. Leur « utilité » s'accroît grâce à la diversification des produits que permet le commerce entre pays relativement similaires.

Au total, les « gains » du commerce et de la mondialisation proviennent fondamentalement de l'exploitation de la diversité des sociétés. C'est parce que les autres sociétés, pour des raisons diverses, ne se comportent pas comme la notre qu'il est intéressant de répartir autrement l'effort productif et d'autoriser l'échange. Au-delà des raisonnements économiques, la mondialisation enrichit les sociétés par leur confrontation mutuelle. L'expérience du 20^{ème} siècle suggère que l'autarcie ne permet pas aux sociétés de prospérer et n'est donc pas plus propice que l'ouverture au maintien de la diversité. C'est d'ailleurs l'un des paradoxes de cette dernière : on peut lui accorder une valeur intrinsèque (la diversité est bénéfique en tant que telle), mais sa valeur « sociale » repose sur l'interaction entre ses objets ou sujets.

Mais l'ouverture aux échanges, et encore plus la mondialisation exposent ces dernières à l'interaction avec d'autres sociétés et soumet donc les cultures sociales et politiques à des tensions, des influences et des évolutions. Cela n'implique pas nécessairement des tendances à l'harmonisation ou à la disparition de certaines caractéristiques culturelles. En fait, les progrès des technologies de l'information et de la communication ont considérablement diminué les coûts de représentation des identités culturelles. Sur ce plan, la mondialisation favorise la diversité, en lui permettant de s'exprimer, et en permettant, par l'ouverture et l'accès au marché mondial, aux petites entités sociales de conserver leur autonomie. D'autres forces, cependant, sont aussi à l'œuvre. Par exemple, la puissance économique permet, notamment à travers le marketing, la création et la conquête de marchés de masse qui véhiculent des influences culturelles. Certains traits culturels n'y survivent pas, les cultures évoluent au contact des autres, et ce processus ne se fait pas

sans heurt ou ressentiment. C'est ce que Jeffrey Frieden analyse de façon convaincante² en constatant que la mondialisation sape les fondements de certaines normes culturelles ou religieuses, et que l'acceptation de la mondialisation repose à la fois sur la mise en place d'une gouvernance globale adéquate et sur des compromis sociaux à travers lesquels nos différentes sociétés acceptent les implications de l'ouverture parce qu'elles y trouvent, globalement, leur intérêt.

Cette équation ne sera pas facilement soluble. Dans un texte célèbre qui date de 1933³, Keynes attirait l'attention sur l'aspect contingent de l'organisation économique, qui ne saurait reposer uniquement sur la quête atemporelle d'une efficacité technique et financière et qui reflète un système de valeurs et une structure de pouvoir politique. Il attirait aussi l'attention sur l'importance de la dimension temporelle de l'action et des changements sociaux : « la transition économique d'une société doit être menée lentement », écrivait-il. Il est intéressant de contraster ce message avec l'impatience qui caractérise aujourd'hui la quête de « résultats ». Plus globalement, l'essor de l'économie de marché et d'un système commercial multilatéral ouvert dans la seconde moitié du 20^{ème} siècle est de ce point de vue un « moment » de l'Histoire, s'inscrivant dans le cadre du système politique de la guerre froide, et dont la pérennité n'est pas garantie. Il suffit de regarder les prévisions qu'avance, par exemple, Robert Fogel⁴ pour entretenir quelques doutes sur la pérennité et l'universalité d'un système international qui reste marqué par la culture et les institutions « occidentales ». En projetant les tendances actuelles, sur la base d'un raisonnement argumenté sur les hypothèses retenues, Fogel estime que le poids économique des Etats-Unis et de l'Europe passeront de 22% et 21% respectivement en 2000 à 14% et 5% en 2040, tandis que celui de la Chine passerait de 11% à 40% et celui de l'Inde de 5% à 12%. Les six « dragons » d'Asie verraient quant à eux leur poids doubler, de 6% à 12%.

Peut-on mesurer la diversité ?

Toute mesure est réductrice, puisqu'elle tend à ramener la compréhension du phénomène étudié à la seule considération de la mesure. Or, la diversité des sociétés ne se réduit pas à quelques indicateurs. Ce n'est pas parce que la consommation de Big Macs ou de Coca Cola, ou le port du jean, sont devenus universels que les cultures se sont rapprochées. Ce n'est pas non plus parce que les politiques économiques accordent partout plus d'importance à la stabilité des prix que la diversité s'en trouve réduite dans ses fondements.

L'approche scientifique, cependant, a besoin de classer les concepts, de fournir un langage commun pour décrire la diversité. Un groupe de sociologues coordonné par Ronald Inglehart à l'Institut de recherche sociale de l'Université du Michigan s'est par exemple engagé dans une comparaison des valeurs et croyances en vigueur dans les différentes sociétés, sur la base d'enquêtes nationales portant sur un millier de personnes au moins, les participants à ces enquêtes ayant accès aux résultats⁵. Les auteurs trouvent que 70% de la variance des réponses sur un ensemble d'indicateurs reflétant « tous les domaines majeurs d'intérêt de l'humanité, de la religion à la politique ou à l'économie et à la vie sociale » s'explique selon deux axes qui leur permettent de fournir une typologie culturelle du Monde (voir carte ci-dessous) : un axe représentant une échelle de rationalité des comportements, des comportements reposant sur des mythes ou des valeurs sacrées aux comportements rationnels et séculiers ; un axe représentant les capacités d'expression de l'individu, allant de faibles capacités d'expression (l'individu est très contraint par la société) à la liberté totale d'expression des valeurs propres de l'individu. Ces deux grandes dimensions se recoupent : sur la carte ci-dessous, on passe de sociétés très contraintes (en bas à gauche) à des sociétés reposant sur le choix individuel (en haut, à droite).

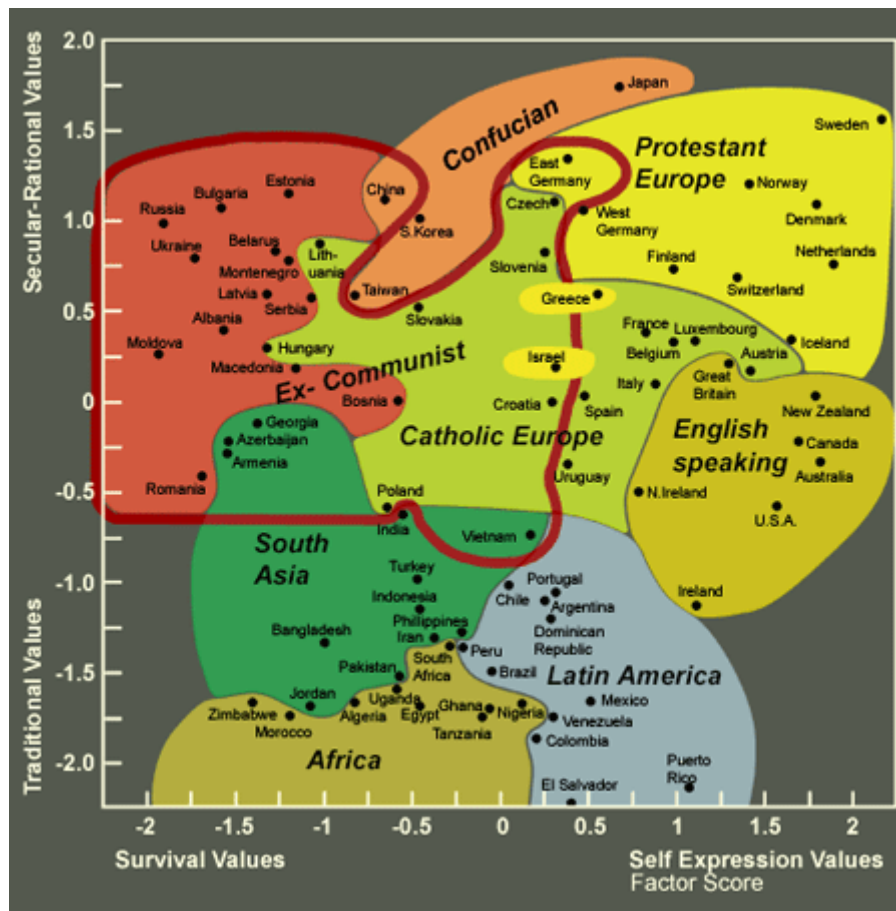
² Voir notamment Jeffrey Frieden (2007), *Will Global Capitalism Fall Again*, Bruegel Essay and Lecture Series. Brussels : Bruegel.

³ Keynes, J.M. (1933), « National Self-Sufficiency », *The Yale Review*, 22-4 (juin), pp. 755-69

⁴ Fogel, Robert W. (2007), *Capitalism and Democracy in 2040: Forecasts and Speculations*, NBER Working Paper Series. Working Paper 13184. Les données citées sont en dollars de parité de pouvoir d'achat.

⁵ www.worldvaluessurvey.org

Carte Ingelhart-Welzel des cultures du Monde



Source : World Values Survey (www.worldvaluessurvey.com). Le domaine délimité par la courbe regroupe les anciens pays communistes.

Y a-t-il convergence économique, culturelle et sociale ?

La diversité est-elle essentiellement diachronique ? Correspond-elle à la non-synchronisation d'un mouvement orienté ? La typologie du World Values Survey n'est pas neutre. Elle sert aussi de base à une théorie de l'évolution des valeurs. Ses auteurs considèrent que le développement humain consiste à passer de l'espace « contraint » à l'espace « choix », et donc à se déplacer vers le Nord-Est sur la carte ci-dessus. Leur thèse est évidemment à la fois intuitive et discutable : à un moment donné, et dans une culture donnée, les individus, marqués par les valeurs qui sont les leurs, ne considéreront pas toujours qu'une évolution vers d'autres valeurs s'apparente au développement humain. Il s'agit donc d'une lecture essentiellement subjective, mais qui pose la question de l'évolution des sociétés et qui présente une pertinence historique certaine. Elle laisse de côté, cependant, les besoins d'action collective dont la théorie des jeux suggère qu'ils sont rarement spontanément satisfaits par la combinaison raison/choix individuel. Par exemple, la problématique récente des biens publics mondiaux – protection de la biodiversité, lutte contre le réchauffement climatique, etc. amène à accorder plus d'importance aux conditions qui vont permettre de générer cette action collective, et à intégrer ces conditions dans une définition du « développement humain durable » que l'approche ci-dessus ne prend pas en compte. La mondialisation de certains grands enjeux de l'humanité suggère que la combinaison choix individuel/raison n'est soutenable que si elle s'accompagne d'une capacité de mise en œuvre d'actions collectives. De ce point de vue, la carte ci-dessus est réductrice et n'épuise pas la problématique.

Des travaux récents de Douglass North, John Wallis et Barry Weingast (NWW)⁶ proposent aussi une vision orientée de l'histoire. La diversité est au cœur de ces travaux, puisque la clé du développement économique y est la façon complexe dont les sociétés structurent les interactions entre les individus – c'est-à-dire les institutions. Les auteurs y introduisent le concept d'ordre social comme ensemble de systèmes constitutifs des sociétés, comprenant notamment les systèmes économique, politique, militaire, religieux. Ils relèvent que les sociétés connaissent à travers l'Histoire trois types d'ordres sociaux : l'ordre social primitif, prévalant dans les sociétés de chasseurs-cueilleurs de la préhistoire, ordre fondé sur la violence et incapable de donner naissance à des organisations complexes ; l'ordre social d'accès limité, qui a dominé l'organisation sociale pendant les dix millénaires écoulés, qui consiste à générer et gérer des rentes économiques en limitant l'accès, la manipulation et la distribution des rentes assurant la stabilité et l'ordre ; enfin, l'ordre social ouvert, qui s'est développé dans les pays industrialisés au cours des trois derniers siècles et qui trouve sa stabilité dans la contestation des positions acquises et la concurrence économique et politique. Là aussi, l'intérêt d'une telle approche est de classer la diversité en proposant une typologie fondée sur les ordres sociaux.

Pour NWW, la source du développement est le passage de l'ordre social à accès limité à un ordre social ouvert, qui permet notamment l'accès à des formes organisationnelles beaucoup plus complexes, et par nature impersonnelles. La clef de la stabilité des sociétés tient à une « théorie du double équilibre » selon laquelle les systèmes économiques et politiques doivent être cohérents et relever simultanément de l'un de ces ordres. Dès lors, calquer des recommandations de politique économique adaptées à un ordre ouvert dans des sociétés caractérisées par un système politique relevant de l'ordre à accès limité est voué à l'échec. Par exemple, les sociétés d'accès limité sont souvent caractérisées par le clientélisme et la corruption. Mais ces phénomènes ne doivent pas être considérés comme des signes de dérèglements, mais plutôt comme des caractéristiques dont il ne sert à rien de vouloir « guérir » les sociétés. La seule approche féconde, c'est la compréhension du processus de transition, exigeant, qui permet de passer de ce type d'ordre à un ordre ouvert, fondé sur la concurrence politique (la démocratie) et économique.

L'approche de NWW est une sorte de théorie de la diversité unidirectionnelle, car seule la transition vers un ordre social ouvert est étudiée, comme si c'était la seule direction que peut prendre l'évolution des sociétés, même si toutes ne sont pas en mesure de s'engager dans une telle transition. Il y manque une analyse de la stabilité de l'ordre social ouvert, prise comme assurée. Or, cette question est celle de la pérennité de la mondialisation comme système économique international ouvert. Les tensions sociales liées à la mondialisation, les bouleversements à l'œuvre des hiérarchies des puissances économiques, les besoins d'action collective non satisfaits, à la fois invitent à davantage de prudence, et suggèrent que les politiques nationales et internationales auront un rôle majeur à jouer dans la consolidation de ce système.

⁶ North, D., J. Wallis and B. Weingast (2006), *A conceptual framework for interpreting recorded human history*, Working Paper 12795, NBER Working Paper Series (décembre)